

moderne en 1867, nous avons des raisons particulières d'être attachés au maintien et au renforcement du Commonwealth », écrit-il (document 534).

Cependant, en dépit de toutes ces controverses et des germes de problèmes à venir, dans un domaine de politique internationale de la plus haute importance, le Canada collabore de façon constructive avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Tout au long de 1960, les Affaires extérieures ont résisté à l'idée de convoquer de nouveau la Commission internationale de surveillance et de contrôle au Laos afin de discuter de la situation instable, et de plus en plus violente, dans ce pays. Au début de 1961, le gouvernement laotien lui-même accepte d'examiner une proposition indienne sur le sujet. Le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Lord Home, écrit à Green : « Je pense que nous sommes indubitablement à la croisée des chemins et que nous devons peser en faveur d'un règlement pacifique si nous voulons éviter que le conflit se propage » (document 656). Green demeure opposé au plan, faisant remarquer que la CISC a été créée afin « de superviser et de contrôler un cessez-le-feu existant, et non... d'en négocier un [nouveau] » (document 658). Les Américains ont, eux aussi, des réserves, mais lors d'une réunion à Washington, les représentants des trois pays conviennent d'un plan d'action. La Commission est convoquée une nouvelle fois et ses membres sont envoyés au Laos pour faire une évaluation préliminaire de la situation. Le Canada participe aussi à la conférence internationale à Genève. En dépit « d'échanges intenses » à la conférence (document 717), à la fin de l'année, Green est en mesure de féliciter les représentants canadiens d'avoir réussi à négocier un mandat régissant les activités futures de la Commission qui préserve « les principes que nous jugeons importants » (document 719).

Même si les relations avec les États-Unis et le Royaume-Uni dominent la politique étrangère canadienne au cours de l'année 1961, Ottawa tient plus que jamais à forger des liens solides avec le monde en développement. La réticence de Diefenbaker à suivre l'exemple américain à l'égard de Cuba s'explique en partie par l'importance qu'il accorde à la réputation du Canada en Amérique latine; par ailleurs, son opposition aux politiques raciales de l'Afrique du Sud reflète sa volonté de maintenir de bonnes relations avec les pays non blancs du Commonwealth. De nombreuses autres manifestations confirment cette tendance. Aux Affaires extérieures, un groupe d'experts est constitué afin d'établir les grandes lignes d'une approche canadienne cohérente à l'égard des questions africaines aux Nations Unies. Le gouvernement met sur pied des programmes d'aide à la fois pour les pays du Commonwealth et les pays francophones en Afrique. En outre, le Canada accepte d'envoyer des instructeurs militaires francophones au Ghana. Le premier ministre de la Guinée britannique, Cheddi Jagan, et le président de la Tunisie, Habib Bourguiba, sont reçus à Ottawa. Malheureusement, l'entretien de Jagan avec Diefenbaker n'est guère cordial, ce dernier soupçonnant Jagan de vouloir à la fois transformer la Guinée britannique en pays communiste et la maintenir à l'intérieur du Commonwealth (voir document 602). Toutefois, sa rencontre avec Bourguiba est beaucoup plus fructueuse. Leur conversation porte sur une vaste gamme de sujets, notamment Cuba, l'Algérie et